

Séance ordinaire du lundi 11 décembre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Petite enfance et Place de l'enfant dans la Ville

Présents :

Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Michaël DELAFOSSE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Clare HART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Jean-Dominique DELAVEAU, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE.

Absents / Excusés :

Mohed ALTRAD, Boris BELLANGER, Jacques DOMERGUE, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Fatma NAKIB, Radia TIKOUK, Joëlle URBAN

Partenariat avec les associations gestionnaires de structures petite enfance - Mise en place de nouvelles Conventions Pluriannuelles d'Objectifs et de Moyens (CPOM) 2024-2026 entre la Ville de Montpellier et les crèches associatives - Approbation - Autorisation de signature

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

La Ville de Montpellier développe une politique ambitieuse pour la Petite Enfance pour faire de Montpellier une ville à hauteur d'enfants. Elle entend ainsi développer et soutenir une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains qui passe par la mise en œuvre d'une politique d'accueil du jeune enfant pouvant répondre aux impératifs de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle. Elle tend ainsi vers le principe d'universalité en assurant à chaque famille l'opportunité de pouvoir trouver une offre d'accueil adaptée pour leur enfant et œuvrant ainsi pour l'égalité des chances dès le plus jeune âge.

Acteur majeur, aux côtés du service public municipal, de cette politique ambitieuse, le secteur associatif et mutualiste à but non lucratif constitue de longue date une composante essentielle de l'accueil de la petite enfance sur le territoire montpelliérain. Aujourd'hui, ce sont au total 19 associations partenaires représentant 27 établissements d'accueil de la petite enfance qui offrent aux familles montpelliéraines près de 700 places, soit un quart de l'offre collective de la commune. Soucieuse de préserver et de dynamiser cette offre associative, la Ville entend renforcer son partenariat avec les acteurs associatifs et créer avec eux un « *Service Montpelliérain de la petite enfance* » autour de valeurs et de principes d'actions librement partagés. Cette inflexion importante repose sur la reconnaissance des missions d'intérêt général portées par

le tissu associatif, la réponse à des besoins spécifiques et le soutien aux initiatives innovantes en faveur des familles montpelliéraines.

Concrètement, la mise en œuvre de ce nouveau partenariat s'appuiera sur des Conventions Pluriannuelles d'Objectifs et de Moyens (CPOM) qui se substitueront progressivement aux précédentes conventions de partenariat passées avec les crèches associatives et dont le soutien financier de la collectivité portait uniquement sur l'activité. Cette contractualisation pluriannuelle et adaptée à chaque association permettra ainsi de combiner le financement à l'activité déjà existant (1^{er} étage) et un financement sur objectifs (2^e étage). Ce financement complémentaire sera dévolu à des enjeux spécifiques tels que l'intégration dans un dispositif de guichet unique, la satisfaction de spécificités des besoins des familles ou encore le développement de l'offre petite enfance pour répondre aux besoins importants du territoire et compléter l'offre portée par la collectivité.

Les nouveaux objectifs de ces CPOM sont précisés ci-dessous :

- 1^{er} étage : le soutien de l'activité des crèches associatives par le versement d'une prestation annuelle de fonctionnement pour l'accueil des enfants âgés de moins de trois ans dont les parents sont domiciliés à Montpellier à raison de 1€10 par heure facturée ;
- 2^e étage : le soutien au projet éducatif des crèches associatives et notamment :
 - La convergence sur des valeurs partagées d'un service Montpelliérain de la petite enfance à travers la déclinaison du Projet Educatif Petite Enfance de la Ville (PEPE) ainsi que l'inscription dans les grands principes de non-lucrativité, continuité, adaptabilité, laïcité ;
 - La convergence sur les critères d'admission avec des objectifs de mixité et d'inclusion ;
 - Le partenariat autour d'un guichet unique ;
 - Les Engagements de qualité, de formation et de qualification professionnelle ;
 - La réponse à des enjeux spécifiques tels que les particularités et difficultés spécifiques rencontrées par l'association ou encore la mise en œuvre d'actions de soutien à la parentalité, de démarches de prévention/santé et la réalisation de projets spécifiques ... ;
 - Le développement de l'offre ;
 - L'inscription dans un label « *Montpellier Petite Enfance au service du public* » permettant de rapprocher, sous une même bannière, l'offre de places municipale et l'offre de place gérée par les associations à but non lucratif investies de missions d'intérêt général.

Ce nouveau partenariat avec les associations vise également à promouvoir un accueil de qualité pour tous les enfants montpelliérains au sein des structures d'accueil petite enfance et à améliorer ainsi la visibilité et l'attractivité de cette offre de service. Des groupes d'échange de pratiques seront mis en place afin de renforcer le partenariat entre des structures municipales et associatives et faire émerger des projets communs visant notamment à garantir un accueil de qualité pour tous les enfants (accueil inclusif), un accès à la culture pour tous via l'éveil artistique et culturel et un environnement sain en intégrant la démarche de transition écologique portée par la Ville de Montpellier.

Dans sa volonté de refonder la gouvernance partagée de la politique publique de la petite enfance, la Ville s'engage à mettre en place d'un comité de pilotage de la petite enfance qui associera la Caisse des Allocations Familiales (CAF), la Protection Maternelle et Infantile (PMI) et les acteurs associatifs qui interviennent dans la mise en œuvre de cette politique ambitieuse pour les petits montpelliérains.

Sur le volet financier, pour accompagner ces partenaires incontournables dans la mise en œuvre du guichet unique et la création de places supplémentaires, la Ville de Montpellier entend mobiliser une enveloppe de 2,3 millions d'euros sous réserve du vote annuel du budget. Enfin, cet effort financier sans précédent de près de 850 000 euros, tient compte de la fragilité du modèle économique des crèches associatives.

De la signature de chaque CPOM découlera un dialogue de gestion annuel entre la Ville et l'association afin de prendre en compte la situation générale et la mise en œuvre des projets. Il est à noter que pour des raisons de simplification des démarches et pour donner plus de visibilité aux associations, il sera proposé une CPOM unique multi-équipements, une association pouvant être gestionnaire de plusieurs équipements. Les CPOM seront progressivement signées au cours de l'année 2024 avec les 19 associations gestionnaires de crèches en PSU et seront conclues jusqu'au 31 décembre 2026. Elles abrogeront les conventions de partenariat

précédemment conclues entre la Ville et les associations. Une délibération spécifique autorisera la signature des CPOM pour chaque association.

La Ville de Montpellier souhaite ainsi construire un service montpelliérain de la petite enfance intégrant le secteur associatif, acteur essentiel de l'accueil des tout-petits sur son territoire. Elle entend contribuer à la qualité, au maintien et au développement de l'offre associative par la mise en œuvre d'un partenariat renforcé s'appuyant sur de nouvelles Conventions Pluriannuelles d'Objectifs et de Moyens avec ces gestionnaires non lucratifs.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe d'un partenariat renforcé avec les associations gestionnaires de structures petite enfance ;
- D'approuver les termes du modèle de convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens pour la période 2024-2026 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 22 décembre 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 décembre 2023

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Modèle de CPOM gestionnaires EAJE associatifs 2024-2026.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20231211-252896-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 22/12/23
Réception en Préfecture : 22/12/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.